Document:/COM/01-Q19/Parutions/2020-04-25/Pages/00-Générique/00-IG/BII05-0022.pgl COM_Q19_Print/ADN ... 25/04/2020
Auteur:becuel Date:25/04/2020 18:17:53

EPIDEMIE DE COVID-19 États-Unis

Les « bons conseils » du Dr Trump

Après avoir recommandé, lors de l'une de ses conférences de presse quotidiennes, de prendre de la chloroquine en automédication, Donald Trump a suggéré vendredi de frapper le corps avec des ultraviolets ou de s'injecter du désinfectant. Les médecins sont horrifiés.

Donald Trump inquiète régulièrement la communauté scientifique américaine avec ses conseils sanitaires douteux. Photo Mandel NGAN/AFP

« I'm not a doctor but… » À chaque fois que Donald Trump, lors de ses conférences de presse quotidiennes sur le coronavirus, débute une de ses déclarations en affirmant qu'il n'est pas un médecin (et il le dit très souvent), les scientifiques de la Maison Blanche tremblent.

Au début de la crise sanitaire, il s'était réjoui des bénéfices supposés de la chloroquine contre le covid-19. « Qu'est-ce qu'on a à perdre ? Il faut essayer », avait-il exigé. Résultat ? Dans l'Arizona, un homme est mort après avoir, avec sa femme, ingurgité un fond de chloroquine de potassium qu'ils avaient retrouvé dans leur garage. Le produit qu'ils ont pris pour de l'hydroxychloroquine servait en réalité à nettoyer des aquariums. Interrogée à sa sortie des urgences, la rescapée a affirmé qu'ils avaient vu à la télévision le président Trump vanter le produit.

Vendredi, le « docteur » Trump a fait de nouvelles recommandations sanitaires. Il s'est emparé du micro pour faire part à voix haute de ses interrogations. C'était juste après la présentation par le docteur Deborah Birx d'une pré-étude sur les possibles effets positifs de la chaleur et du soleil sur la survie du virus en extérieur.

Malaise en direct

« Supposons qu'on frappe le corps avec une grande quantité d'ultraviolets ou juste une lumière très forte. Et ensuite j'ai dit, supposons qu'on amène la lumière à l'intérieur du corps, ce qu'on peut faire à travers la peau ou d'une autre façon… Et puis, je vois le désinfectant qui le neutralise en une minute. Est-ce qu'on pourrait faire quelque chose comme ça, avec une injection à l'intérieur ou… presque comme un nettoyage. Car vous voyez, ça, le virus, va dans les poumons… Ça serait intéressant de tester ça. Je voudrais que vous demandiez à des docteurs en médecine s'il y a moyen d'appliquer de la lumière ou de la chaleur pour neutraliser le virus. », s'est demandé le président.

Assise contre un mur de la salle de presse de la Maison Blanche, le docteur Birx n'a su réprimer le rictus qui a traversé son visage. « Deborah, avez-vous déjà entendu parler de la chaleur ou de la lumière face à ce virus ? », relance Trump. Elle balbutie : « Pas comme un traitement mais la fièvre est une bonne chose, ça aide votre corps à répondre ». Fin du malaise.

Plusieurs fois déjà le Dr Anthony Fauci, scientifique en chef de la Maison Blanche, avait dû jouer en direct les équilibristes pour rétablir quelques vérités médicales sans contredire ouvertement le président des États-Unis. Sans en arriver à ces extrêmes, la gestion entre les prises paroles politique et scientifique n'est pas toujours un exercice facile (voir par ailleurs).

Vendredi après la nouvelle sortie du président, même les fabricants de désinfectants se sont sentis obligés de publier un communiqué pour déconseiller l'ingestion ou l'injection de leurs produits d'entretien…

O.M.

50 031

Les États-Unis recensaient vendredi 50 031 décès dus au coronavirus, le pire bilan officiellement enregistré au monde. Le pays compte plus de 870 000 cas de contamination. Jeudi, le Congrès américain a adopté un nouveau plan d'aide à l'économie et aux hôpitaux pour faire face à la pandémie. 26 millions de personnes se sont inscrites au chômage dans le pays, où le débat s'échauffe sur le confinement.

> « Je voudrais que vous demandiez à des docteurs en médecine s'il y a moyen d'appliquer de la lumière ou de la chaleur pour neutraliser le virus. »
>
> **Donald Trump**

QUESTIONS À

Michel Dubois Sociologue, directeur de recherches au CNRS

« Trouver la bonne distance entre le scientifique et le politique »

Photo Bureau IG/DR

Quel est le rôle des conseils scientifiques et des experts dans la décision politique en cas de crise sanitaire ?
En France, l'exécutif a mis en place deux structures - le conseil scientifique et Care - et s'appuie sur un conseil qui fonctionne en « off » sur la stratégie de déconfinement. Les deux premiers conseils portés par Jean-François Delfraissy et Françoise Barré-Sinoussi doivent produire un certain nombre de recommandations sur la base de l'état des savoirs. Tout l'enjeu pour les experts est de faire entendre leurs connaissances comme leurs ignorances, tout en se tenant publiquement à bonne distance du politique.

De quelle manière se positionnent-ils ?
Le travail de l'expert peut se concevoir de différentes manières. À l'américaine, le scientifique défend fréquemment sa position et la pousse en avant, ce qu'on appelle « l'advocacy ». Il porte une ligne et essaie de convaincre les autorités publiques de la suivre. Il existe aussi un autre positionnement : l'expert se donne pour objectif de restituer le champ des possibles, sur la base des données en sa possession et de leur degré d'incertitude. Il laisse ensuite au politique le rôle de trancher entre les différentes possibilités. Cette dimension permet de dissocier le plus radicalement le scientifique du politique.

Qu'attend le politique de ces conseils scientifiques ?
Lorsque le politique mandate un scientifique pour en faire un expert, il souhaite généralement bénéficier d'une estimation, régulièrement révisée, des risques et de recommandations liées à cette estimation. Ensuite, le politique a la liberté de suivre ou non les recommandations en fonction de ses propres valeurs et mais également de ses contraintes.

Aujourd'hui les scientifiques sont sous pression ?
Face à l'urgence, les chercheurs sont sous pression pour concevoir et mener à bien leurs projets, dans des terrains qui ont été désinvestis. Face au virus, les appels à projets se sont multipliés, parfois sans effort de coordination. Ce qui risque de créer une déperdition. On exige une politique scientifique réactive, mais avec peu de mémoire du passé. Les quelques chercheurs actifs en France sur ces sujets ont quitté ces terrains au milieu des années 1990 car cela n'intéressait plus personne.

Pourquoi ?
La virologie vétérinaire n'est généralement pas une priorité. Les chercheurs qui travaillaient à l'Inra n'ont pas pu conserver une unité de recherche à partir du milieu des années 1990 car les coronavirus ne représentaient plus une menace majeure pour l'homme. Ils ont été déplacés sur un autre champ de recherche : le prion, au moment de la crise de la vache folle. Il y a un problème de structuration des politiques scientifiques à long terme, avec la mémoire des crises du passé. Une autre pression est celle des publications qui explosent. Les revues n'arrivent pas à absorber le volume de ces papiers et à les évaluer. D'où des informations parfois fragiles qui peuvent circuler trop rapidement auprès du public.

La crise du Covid peut-elle altérer la confiance dans la science dans l'opinion ?
Depuis les années 1970, il y a une crise durable de confiance à l'égard de l'expertise des autorités sanitaires. Mais il faut distinguer la perte de confiance dans les agences sanitaires, de la confiance qui reste importante dans les scientifiques eux-mêmes. Il est difficile de le savoir aujourd'hui.

Propos recueillis par Élodie BÉCU

L'Allemagne se prépare déjà à la deuxième vague de l'épidémie

De grandes salles vides qui doivent devenir un hôpital en quelques semaines : à Berlin, le chantier au centre des expositions se poursuit patiemment même si dans le même temps l'heure est au déconfinement dans le pays.

Tout n'est pas encore prêt : quelques câbles pendent encore au plafond et toutes les cloisons blanches ne sont pas encore installées là où jusqu'à 1 000 patients pourront être accueillis.

Des soldats de la Bundeswehr ont assemblé la semaine dernière le mobilier de cette structure improvisée qui doit permettre d'absorber la vague de patients souffrant de Covid-19… la deuxième à laquelle se prépare déjà l'Allemagne, pourtant souvent citée comme modèle pour le traitement de la première.

Des policiers intervenant vendredi sur un marché de Berlin pour faire respecter la distanciation sociale. Photo David GANNON/AFP

Merkel sort de ses gonds

La crainte a été soulignée cette semaine par la chancelière Angela Merkel, sortie de ses gonds en dénonçant « l'orgie » de discussions autour du retour à la normale et la légèreté de la population et des responsables politiques.

A l'hôpital universitaire d'Aix-la-Chapelle, qui a accueilli les premiers cas graves de Covid-19 en Allemagne, des dizaines de lits encore vides attendent.

Actuellement, près de 13 000 lits en soins intensifs sont libres sur 32000 au total dans le pays. Nous n'avons jamais eu à choisir » jusqu'ici en faisant le tri dans les patients, explique Anne Brücken, médecin dans cette clinique. « J'espère que ça reste comme ça. » Avec 33,9 lits en soins intensifs pour 100 000 habitants contre 8,6 en Italie et 16,3 en France, l'Allemagne était déjà au départ bien préparée à la pandémie. Et elle a depuis multiplié ces capacités ainsi que les dépistages.

Le pays affiche aujourd'hui un taux de létalité de plus de 3 %, en hausse mais toujours en deçà de la plupart des autres pays. Les médecins allemands espèrent donc que le pays saura capitaliser sur cet avantage. « Si nous prenons à la légère » le début du déconfinement, « nous allons avoir une seconde vague qui sera plus dure que la première », juge la virologue Melanie Brinkmann dans une interview au Spiegel.

Berlin mise sur un retour très progressif à la normale accompagné de centaines de milliers de tests par semaine ; le port du masque devient progressivement obligatoire dans les transports en commun et, dans certaines régions, dans les magasins.

ET AUSSI…

L'OMS demande un accès universel aux vaccins
De nombreux pays et acteurs économiques privés se sont engagés vendredi à se mobiliser aux côtés de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour accélérer la production de vaccins, traitements et tests de diagnostic contre le nouveau coronavirus, et en assurer un accès équitable. Mais aucune précision n'a été apportée sur le mécanisme de coopération censé être mis en place dans le cadre de cette initiative.

Italie : déconfiner avec « prudence »
Le gouvernement italien doit annoncer dans les prochains jours la sortie progressive du confinement mis en place début mars. Les experts de santé publique confirment des indicateurs encourageants, mais appellent à la plus grande prudence. Silvio Brusaferro, président de l'Institut supérieur de la Santé, explique : « Le virus circule encore. Partout dans le pays il faut avoir la plus grande prudence. »

Encore 684 morts au Royaume-Uni
Le bilan du nouveau coronavirus au Royaume-Uni s'est alourdi de 684 morts à l'hôpital vendredi, soit plus que la veille (+616). Cela portant à 19 506 le nombre total de décès recensés officiellement depuis le début de la pandémie. La presse estime toutefois ce chiffre sous-évalué, car les morts en ville et en maisons de retraite ne sont pas comptabilisés.

Espagne : 367 morts de plus
L'Espagne a annoncé vendredi que 367 personnes étaient décédées en 24 heures de coronavirus. Troisième pays du monde le plus endeuillé par la pandémie, l'Espagne n'avait pas annoncé de bilan quotidien aussi bas depuis les 394 décès du 22 mars, selon le ministère de la Santé. Le nombre total de cas est de 219 764, incluant les personnes dont les tests ont montré qu'elles avaient développé les anticorps contre la maladie. Les régions les plus endeuillées sont celle de Madrid, la Catalogne et Castille-la-Manche.